

naturel, les services de garderie et de prématurée ainsi que les services funéraires coopératifs.

L'actif des coopératives a diminué de 4 %, soit de près de 300 millions de dollars, pour se situer à 6,4 milliards de dollars, l'importante dévaluation des stocks de céréales détenus dans les Prairies ayant plus qu'effacé les modestes gains enregistrés ailleurs. Exprimé en pourcentage de l'actif total, l'avoir net des membres des coopératives a augmenté de trois points pour atteindre 42 %.

Le nombre de membres des coopératives a augmenté de 2 % pour atteindre environ 3,1 millions de personnes.

**Les coopératives en 1986.** Le chiffre d'affaires des coopératives a diminué de 744 millions de dollars, soit un peu plus de 5 % en 1986, tandis que l'on observait une diminution relativement importante des ventes de produits, une légère diminution des ventes de biens de consommation et d'approvisionnement ainsi qu'un gain appréciable au chapitre des recettes provenant de la vente de services. Il s'agissait de la deuxième année consécutive où l'on observait une baisse après le niveau record enregistré par ce secteur en 1984.

La perte subie dans la région de l'Ouest correspondait approximativement à la perte globale, exprimée en dollars, mais elle la dépassait en pourcentage, connaissant une diminution de près de 8 points. Dans la région de l'Est, une diminution de 2 % au Québec a été compensée par un gain modeste en Ontario et une augmentation importante de près de 5 % dans les provinces de l'Atlantique. La diminution des recettes au cours de l'année est principalement attribuable à la faiblesse des ventes de céréales et de graines oléagineuses dans l'Ouest, des ventes de biens de consommation au Québec et des ventes d'aliments pour animaux dans tout le pays.

Le contexte économique dans lequel évoluent les coopératives a été marqué par une autre année de croissance, même si celle-ci a été plus modérée : le produit intérieur brut a augmenté de 6,4 %, comparativement à 7,6 % en 1985. Les recettes agricoles en espèces ont augmenté de 3 %, mais, en raison d'une diminution des dépenses, le revenu agricole net réalisé a fait un bond de 27 %, même si plusieurs agriculteurs ont continué à éprouver de sérieuses difficultés financières. Le chômage a diminué quelque peu, passant de 10,5 % à 9,6 %, le revenu personnel disponible a augmenté de 5,4 %, et le taux d'intérêt préférentiel a diminué d'environ trois points par rapport à son sommet de 13 % enregistré au début de l'année.

L'actif des coopératives a augmenté de près de 8 %, en raison d'un accroissement des stocks de grain à prix réduit et de la poursuite de l'expansion

au chapitre du logement, pour atteindre un total de 6690 millions de dollars.

Le nombre de coopératives déclarantes a diminué de 2 % ; toutes les régions ont contribué à cette baisse sauf celle de l'Atlantique. Le nombre de membres n'a augmenté que très légèrement, pour atteindre plus de 3 millions de personnes pour la première fois dans l'histoire du mouvement.

## 17.5 Tourisme

Le tourisme, c'est-à-dire le fait d'attirer des visiteurs et de satisfaire leurs besoins et leurs attentes, constitue l'un des principaux secteurs de l'économie canadienne. C'est une branche qui rapporte 21 milliards de dollars par an à l'économie du pays, soit 4 % du produit national brut du Canada, et qui compte plus de 60000 entreprises, pour la plupart petites et d'appartenance canadienne. Quelque 600000 personnes sont directement employées par cette branche pour répondre aux besoins des touristes.

En 1987, les visiteurs étrangers ont dépensé environ 6,3 milliards de dollars pour des produits et services touristiques, plaçant ainsi l'industrie touristique au troisième rang parmi les sources de devises au Canada.

L'équipement touristique du Canada comprend environ 300000 chambres d'hôtel et de motel, quelque 72000 restaurants et services d'alimentation, et environ 3100 agences de voyages. L'industrie offre également une multitude d'aménagements et d'attractions : festivals et manifestations spéciales, centres commerciaux et de loisirs, musées, parcs touristiques, ports de plaisance et réseau de transport d'un océan à l'autre.

Bon nombre de ministères et d'organismes publics interviennent dans divers aspects du tourisme, mais le principal centre de coordination et de promotion fédéral, le point de convergence des entreprises dans ce domaine, est Tourisme Canada, qui fait partie du ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie du Canada (MIST). L'objectif de Tourisme Canada est de promouvoir et d'appuyer la croissance économique, l'excellence et la compétitivité internationale de l'industrie touristique dans toutes les régions du Canada.

Tourisme Canada travaille étroitement avec les provinces et les territoires et avec le secteur privé. Le processus de consultation national entrepris par le gouvernement fédéral en 1985 sur l'avenir du tourisme au Canada a permis d'engager un dialogue avec cette branche de l'économie canadienne et a débouché sur l'organisation d'un symposium consacré à cette dernière dans le cadre de la Conférence annuelle des ministres du Tourisme de 1988. D'importants projets de recherche